



A Paris, les bonnes affaires continuent pour les traders

LE MONDE | 23.10.09 | 14h46 • Mis à jour le 23.10.09 | 14h46

Près de 26 milliards de dollars (17 milliards d'euros) de bonus prévus fin 2009 pour les traders de Wall Street, soit une hausse de 40 % par rapport à 2008 ! Près de 10 milliards de dollars à Londres (+ 50 %) ! Combien à Paris ? Le redressement spectaculaire des banques, grâce aux profits réalisés sur les marchés financiers, va-t-il se traduire par une "tournée générale" de primes ?

Dans les salles des marchés parisiennes, l'expression "business as usual" (les affaires continuent) est sur toutes les lèvres. Les traders ne redoutent pas le décret que s'appête à signer le premier ministre français, François Fillon, pour limiter leurs primes. La plupart affirment n'avoir reçu aucune notification écrite d'un prochain changement de règles.

"Ils savent qu'ils n'ont pas intérêt à nous démotiver, en écrivant des choses noires sur blanc", explique un salarié de la Société générale à Paris. "On ne nous a rien annoncé. Ce dont on parle en ce moment c'est de la hausse des bonus (versés début 2010 au titre de 2009) de 40 % !", signale un employé de la Royal Bank of Scotland (RBS) à Paris. La tonalité est la même au Crédit agricole : "Bien sûr qu'on ne nous a rien dit. Les dirigeants de banques ont annoncé des réformes, mais tout ça, c'est de la politique !"

Les nouveaux principes arrêtés fin septembre par le G20 de Pittsburgh (paiement des bonus sur plusieurs années, système de bonus-malus, part en actions de la banque etc.) suscitent même des sarcasmes. "Cela fait des années que mon bonus est payé sur trois ans !", témoigne un employé de salle des marchés de la Société générale. "Ceux qui font les règles ne savent pas comment le système fonctionne, renchérit Alexandre, exilé en Suisse. L'échelonnement du paiement sur trois ans pour les plus gros bonus à Paris, ce n'est pas nouveau !"

Tous savent que le métier de trader s'exerce sur un marché compétitif. Et selon eux, la France, déjà plutôt mal placée dans la compétition face à Londres, n'agira pas de façon isolée. "On comprend que Nicolas Sarkozy soit obligé d'avoir un discours dur, l'opinion publique serait choquée du contraire. Mais on n'est pas dupe. C'est du marketing. La "chasse aux sorcières" ne peut pas se faire seulement à Paris", avance un financier depuis son bureau à La Défense.

"Au début de son mandat, Sarkozy voulait défendre la place de Paris, faire revenir les traders formés à Polytechnique et partis à Londres. Si demain on change les règles, on enterre la place de Paris, ajoute Philippe, trader depuis cinq ans. Le seul truc auquel on va arriver, c'est d'écraser la hiérarchie des salaires, poursuit-il. Le métier de trader est l'un des rares où un jeune peut gagner plus que son chef. Demain, cela risque de ne plus être le cas."

Les banques françaises, qui soulignent qu'elles ne chiffreront l'enveloppe de bonus que début 2010, une fois leurs résultats de 2009 connus, auraient d'ailleurs pris la mesure des risques de délocalisation des traders. Selon la Tribune du mercredi 21 octobre, BNP Paribas et la Société générale auraient accordé, début 2009, des primes exceptionnelles appelées "retention packages" (paquets de fidélisation) à leurs traders vedettes pour éviter de les voir partir. Plusieurs millions d'euros sont mis sur la table.

Néanmoins, un "début de changement" s'amorce, estime Diane Segalen, vice-présidente du cabinet de recrutement CT Partners. Certes, indique-t-elle, quelques banques anglo-saxonnes continuent à "faire n'importe quoi", notamment à garantir des bonus record, y compris quand elles n'ont dû leur salut qu'à l'argent public.

Mais selon M^{me} Segalen, la plupart des banques, notamment en France, commencent à intégrer l'"idée" qu'elles devront être plus raisonnables. "Jusqu'ici, une banque qui débauchait un trader lui garantissait un salaire et un bonus pour l'année en cours, puis la suivante, voire celle d'après, explique la chasseuse de têtes. C'est fini. Aujourd'hui, la garantie est limitée à l'année n + 1, ce qui revient à assurer le nouveau venu que son emploi ne sera pas supprimé."

Tout recrutement de trader senior doit, par ailleurs, être approuvé par le directeur général et le comité de direction, parfois même par le conseil d'administration.

Pour autant, ces bonnes pratiques n'empêcheront pas le versement de très gros bonus, selon M^{me} Segalen. "Les banques regagnent de l'argent depuis février, elles sont suffisamment riches pour payer", explique Antoine Morgaut, directeur du cabinet Robert Walters à Paris. L'expert anticipe une hausse de 10 % à 20 % des rémunérations totales, avec un retour des bonus, "dont certains se compteront en millions d'euros".

"Les lois n'y peuvent pas grand-chose, conclut M. Morgaut. En matière de rémunérations dans la finance, le marché commande. C'est la loi de l'offre et de la demande."

Claire Gatinois et Anne Michel

Article paru dans l'édition du 24.10.09



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide